

A map of the African continent is shown in a light blue color. The country of Niger is highlighted in a darker red color. The map includes the outlines of all African countries.

Niger | COOPÉRATION AU Luxembourg DÉVELOPPEMENT

Juin 2017





Contenu

04	NIGER, VUE D'ENSEMBLE
06	STRATÉGIES & PRINCIPES
07	COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE AU NIGER
08	CHIFFRES
11	COOPÉRATION BILATÉRALE
17	COOPÉRATION MULTILATÉRALE
19	COOPÉRATION RÉGIONALE
21	COOPÉRATION AVEC LES ONG
22	ACTION HUMANITAIRE
23	COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ
25	CONTACTS

Niger, vue d'ensemble



188 / 188

Indice de développement humain

19 899 120

Population

58,2

Sources d'eau
potable améliorées
(% y ayant accès)

Taux d'accroissement
de la population

4 %

PIB/habitant (PPA)

359 USD

11

Installations d'assainissement
améliorées (% y ayant accès)

5,4

Croissance de la
population urbaine
(% annuel)

Émission de CO₂
(tonnes métriques/habitant)

0,1

62

Espérance de vie à la naissance

157

Densité de la population (personne/km²)

96 / 1000

Taux de mortalité infantile

7,6

Taux de fertilité
(naissances / femmes)

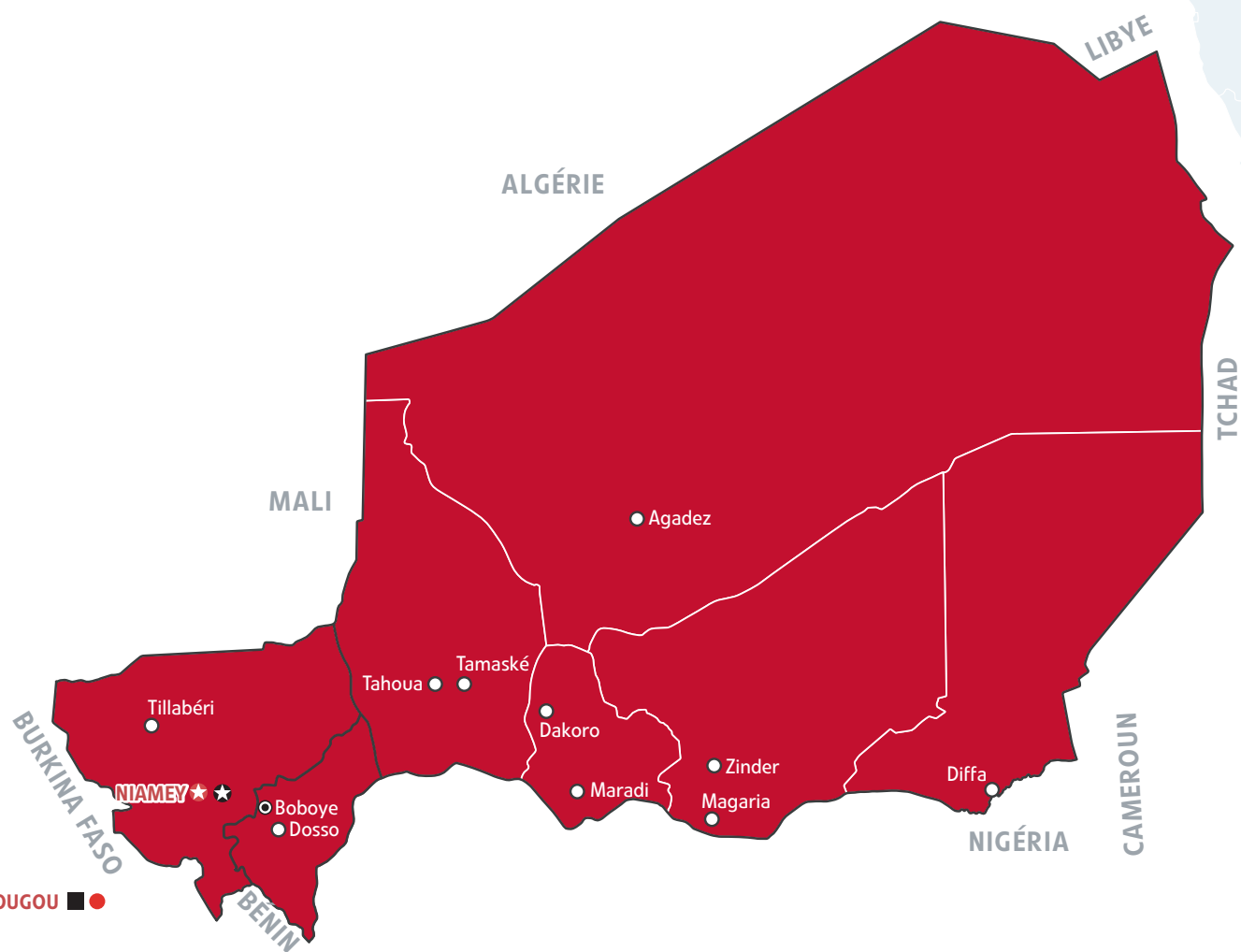
203

Taux de fertilité
chez les adolescents
(nombre de naissance par 1 000
femmes âgées de 15 à 19 ans)

1 267 000 km²

Superficie

- Intervention de la Coopération luxembourgeoise
- ★ Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso
- ★ Bureau de l'Ambassade et Antenne LuxDev à Niamey, Niger
- Bureau régional de LuxDev à Ouagadougou



La Coopération luxembourgeoise au développement : **Stratégies & principes**

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans la réalisation des Objectifs du Développement durable (ODD) qui ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), tout en élargissant le champ d'action. Cependant, les principaux secteurs d'intervention de la Coopération luxembourgeoise resteront dans le domaine social : l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, la santé et le développement local. Des initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées au niveau conceptuel et opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. La concentration sectorielle résulte aussi de la volonté d'avoir un impact réel, voire d'assumer un rôle de chef de file parmi les bailleurs dans certains de ces secteurs. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point des programmes pluriannuels de coopération - les Programmes indicatifs de Coopération (PIC).

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7% de leur Revenu national brut (RNB). Le programme gouvernemental de l'actuelle législature (2013-2018) confirme l'engagement du Luxembourg à maintenir son APD à 1% du RNB et précise qu'il s'agit d'une APD entièrement basée sur les dons, qui est par principe non liée. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopéra-

tion avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents, incluant aussi un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. Elle respecte les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle), le Programme d'Action d'Accra et le Partenariat mondial de Busan et du Mexique, de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail.

Guidée par les principes de l'efficacité du développement, la Coopération luxembourgeoise a évolué d'une approche de projets mis en œuvre en régie vers une approche sectorielle mettant en œuvre des programmes favorisant une plus grande utilisation des systèmes nationaux (accords de partenariat opérationnels, exécution nationale, aide budgétaire sectorielle) et ouverte à d'autres modalités de l'aide, telles que la gestion axée sur les résultats.

Depuis 2009, plusieurs stratégies sectorielles complètent la stratégie générale et les principes de la Coopération luxembourgeoise. Elles couvrent les principaux domaines d'action, à savoir : l'action humanitaire, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement local, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, l'environnement et le changement climatique, le genre, la gouvernance, la microfinance, la santé et le renforcement des institutions et des capacités.

La Coopération luxembourgeoise au Niger

Les relations de coopération au développement entre la République du Niger et le Grand-Duché de Luxembourg datent de 1989. Le renforcement de ces relations s'est traduit par la signature d'un premier Accord-cadre de Coopération, le 12 juillet 1995, et s'est poursuivi par l'adoption, le 12 décembre 2002, du premier Programme indicatif de Coopération (PIC 2003-2007) d'un montant de 20 millions EUR.

À la date du 1^{er} octobre 2008, le deuxième PIC (PIC II 2008-2012), doté d'une enveloppe initiale de 60 millions EUR, a succédé au PIC I. Le 4 décembre 2012, et ce, d'un commun accord, la durée du PIC II a été prolongée pour une période de trois ans avec un budget supplémentaire de 10 millions EUR. La formation et l'emploi des jeunes agriculteurs ont été ajoutés aux priorités des appuis de la Coopération luxembourgeoise, les principaux axes d'intervention étant les secteurs de la formation professionnelle et technique, du développement rural, et de l'éducation de base.

Enfin, le troisième PIC (PIC III 2016-2020), d'une enveloppe indicative de 67 millions EUR, a été signé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le 26 septembre 2015. Le PIC III permet de financer les actions décidées d'un commun accord dans le respect des priorités de l'Agenda de développement post-2015, notamment la Stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI – Niger 2035) et le Plan de développement économique et social (PDES 2016-2020).

L'objectif global du PIC III est de contribuer au renforcement des capacités visant l'accélération d'une croissance inclusive, le développement social et la gestion durable des ressources naturelles, dans un contexte de bonne gouvernance et de sécurité.

Dans une perspective de continuité et de consolidation des acquis, il a été convenu par les deux pays de cibler les objectifs spécifiques suivants dans le cadre du PIC 2016-2020 :

- le développement agricole durable ;
- l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation de base ;
- l'augmentation d'une offre qualitative de formation professionnelle en vue d'améliorer l'employabilité et l'insertion des jeunes et des femmes ;
- l'amélioration du taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement de qualité.

Une certaine concentration géographique se maintient au niveau de Dosso pour les secteurs éducation et développement rural. Néanmoins, d'autres régions pourront bénéficier de l'appui du PIC III.

Le genre, la gouvernance, l'environnement et le changement climatique seront abordés de façon transversale tout au long du PIC III. Par ailleurs, un certain nombre d'éléments transversaux spécifiques se dégagent au niveau des trois secteurs de concentration. Il s'agit :

- de la jeunesse en milieu rural ;
- du transfert de compétences et la maîtrise d'ouvrage communale dans le contexte de la décentralisation ;
- de l'identification de passerelles entre projets et la coordination inter-acteurs.

Enfin, dans le cadre du PIC III, 15 % de l'enveloppe globale initiale ont été réservés à la coopération multilatérale, soit 10 millions EUR. À ce stade, le programme du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) d'appui à l'intégration des droits et santé des adolescents et de la maîtrise de la croissance démographique dans les politiques et les programmes bénéficie d'un appui de la Coopération luxembourgeoise à hauteur de 5 millions EUR. S'y ajoute une contribution de 5 millions EUR à un programme de renforcement de la résilience des communautés vulnérables en milieu rural dans les communes de convergence des régions de Dosso, Maradi et Zinder et mis en oeuvre par le système des Nations unies (SNU).

Chiffres

1. Coopération bilatérale

Durée	Code	Titre	Exécution	Secteur	Budget total EUR
2014 - 2017	NIG/021	Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement, Phase II - PASEHA 2	LuxDev	Eau et Assainissement	2 000 000
2016 - 2020	NIG/023	Appui au Programme sectoriel de l'éducation et de la formation, A-PSEF	LuxDev	Enseignement de Base et Alphabétisation	12 000 000
2016 - 2020	NIG/024	Éducation et formation professionnelle et technique	LuxDev	Formation et Insertion professionnelles	18 400 000
2016 - 2020	NIG/025	Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso, Phase II	LuxDev	Agriculture et Sécurité alimentaire	13 400 000
2016 - 2020	NIG/026	Programme d'appui au secteur eau et assainissement – Phase III - PASEHA 3	LuxDev	Eau et Assainissement	28 000 000
2017 - 2019	-	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA)	Gouvernement nigérien	Aide alimentaire	2 000 000

2. Coopération multilatérale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Secteur	Budget total EUR
2015 - 2017	Appui électoral	PNUD	Gouvernance	500 000
2016 - 2019	Initiative pour les jeunes adolescentes (projet ILLIMIN)	UNFPA	Planification familiale, Genre, Santé	4 999 320

3. Coopération régionale

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2013 - 2018	Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)	UE-LU-OMS	12 000 000
2016 - 2020	Lutte contre le VIH/SIDA ENDA - Santé - FEVE III	ENDA santé	5 338 148
2016 - 2018	Partenariat entre la BCEAO et la House of Training	BCEAO-House of Training	300 000
2016 - 2022	FMI - AFRITAC Ouest	FMI	2 500 000

4. ONG

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017 - 2020	Projet de sécurité alimentaire	Caritas	280 000
2017 - 2019	Promotion of Family Planning	CARE in Luxembourg	34 562
2017 - 2019	Training of Health CARE Personnel	CARE in Luxembourg	26 251
2017 - 2019	Construction, rehabilitation and equipment of delivery rooms and nutrition centres	CARE in Luxembourg	91 621
2017 - 2019	Health Education (hygiene, nutrition) inc. Set up of handwashing kits, workshops, trainings, cooking demonstrations	CARE in Luxembourg	40 490
2017 - 2019	Total Sanitation Initiative	CARE in Luxembourg	50 761
2017 - 2019	Rehabilitation of water points and sharing good practice in the purification of drinking water	CARE in Luxembourg	45 600
2017 - 2019	Agricultural Crop Production (for example moringa)	CARE in Luxembourg	120 000
2017 - 2019	Test of spirulina production	CARE in Luxembourg	25 413
2017 - 2019	Supply of goats and redistribution of donkeys	CARE in Luxembourg	80 000
2017 - 2019	Family and community dialogue on food access	CARE in Luxembourg	24 000

Durée	Titre	ONG	Budget total EUR
2017 - 2019	Promote Land Governance and accelerate agro-ecological transition (land security)	CARE in Luxembourg	17 074
2017 - 2019	Develop and professionalise the networks of para auxiliary veterinary staff	CARE in Luxembourg	24 392
2017 - 2019	Promote new technologies to increase agricultural productivity (dry cereals	CARE in Luxembourg	33 600
2017 - 2019	Reinforce the set up/revival and development of women's groups (Mata Masu Durata) and other community structures (including support to IGAs and micro projects)	CARE in Luxembourg	47 245
2017 - 2019	Reinforce training of locally elected councillors and other local leaders on the risk management of food crisis	CARE in Luxembourg	24 290
2017 - 2019	Capacity building and training of local agricultural authorities in Niger on how to avoid food crisis	CARE in Luxembourg	27 013
2017 - 2019	Construire 100 logements durables avec latrines pour mieux les protéger contre les intempéries et/ou les inondations à Gaya	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	109 600
2017 - 2019	Faire des travaux d'aménagement et d'assainissement public, y compris des latrines individuelles et publics à Gaya	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	36 000
2017 - 2019	Lutte contre la désertification par des formations et introduction de techniques alternatives de consommation de combustibles. Fourniture d'équipement et matériel adaptés pour la communauté de Gaya	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	28 000
2017 - 2019	Réaliser des aménagements du territoire par la construction de petite digue ou par la protection d'ouvrages en gabions avec l'appui des communautés et autorités locales de Gaya (au moins huit villages)	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	192 000
2017 - 2019	Renforcer leurs capacités en matière de construction durable et d'assainissement au niveau de la communauté villageoise, les autorités locales et les volontaires du comité provincial de la Croix-Rouge de GAYA et à renforcer leur capacité de résilience.	Aide Internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise	24 000
2017 - 2019	Proposer une protection et réinsertion efficace et pérenne aux victimes d'ESEC et réduire les vulnérabilités des enfants face à l'ESEC dans les régions de Tillabéry et Dosso.	ECPAT Luxembourg	89 600
2015 - 2017	E Blaistëft fir den Niger	Guiden a Scouten fir ENG Welt	257 500
2015 - 2017	Renforcement structurel et organisationnel de l'ONG locale Gakassiney	Guiden a Scouten fir ENG Welt	60 840
2014 - 2017	Contribuer à l'accès universel à l'éducation primaire et préscolaire dans les régions de Niamey et de Maradi	Handicap International Luxembourg	335 213
2014 - 2018	Programmes de renforcement des dispositifs d'information-communication et d'épargne crédit	SOS Faim-ASTM	394 000
2014 - 2018	Programme de renforcement de la gestion financière et comptable des coopératives	SOS Faim-ASTM	352 000
2017 - 2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Dosso	SOS Villages d'Enfants Monde	536 000
2017 - 2021	Développement familial et communautaire en faveur de la protection de l'enfant à Tahoua	SOS Villages d'Enfants Monde	484 000

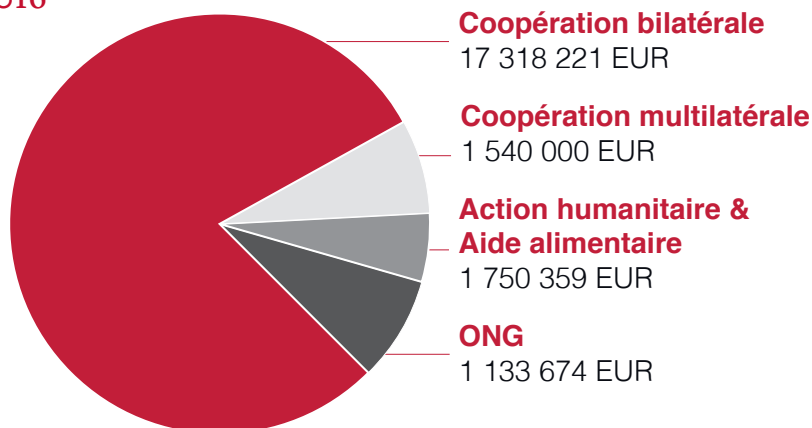
5. Aide humanitaire

Durée	Titre	Agence d'exécution	Budget total EUR
2017	Projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires dans la région de Diffa	Croix-Rouge luxembourgeoise	200 000
2017	Intervention d'urgence en faveur des personnes les plus vulnérables à la frontière entre le Niger et le Nigéria	Programme alimentaire mondial	500 000
2017	Opérations humanitaires au Niger	Comité international de la Croix-Rouge	500 000

6. Coopération dans le domaine de la sécurité

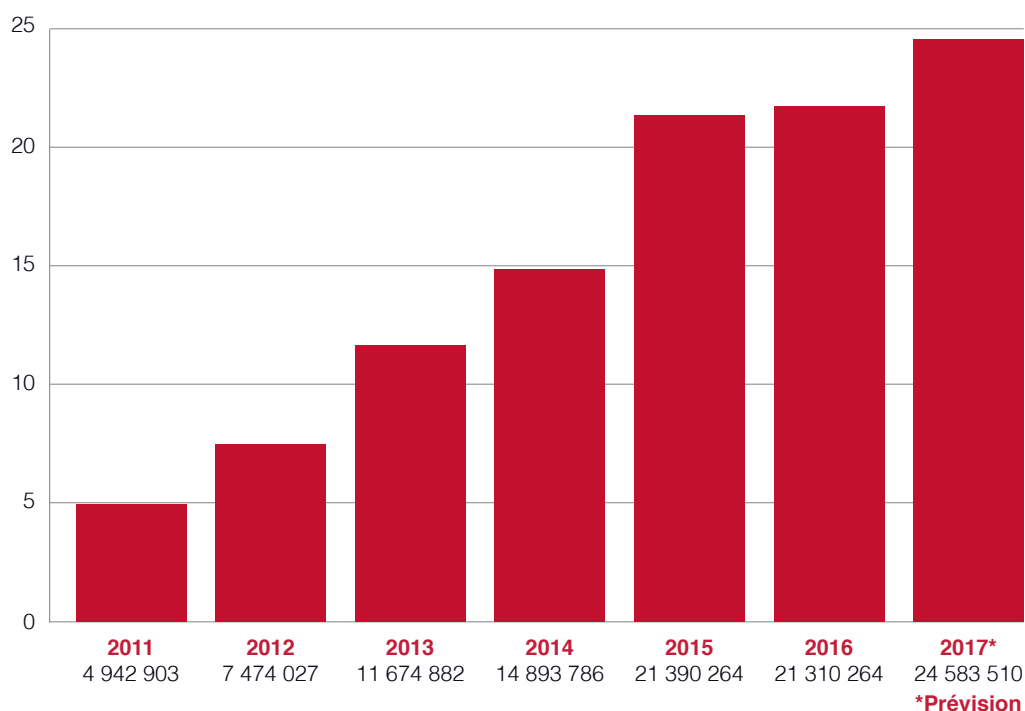
Durée	Titre	Secteur	Budget total EUR
2014 - 2018	Mission civile EUCAP Sahel Niger	Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	930 000

2016



Évolution de la mise en œuvre

millions EUR



Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement, Phase II - PASEHA 2



2014 - 2017

NIG/021

Il s'agit de la deuxième phase d'un programme qui s'est initialement déroulé de 2007 à 2011, le Programme d'appui au secteur eau, hygiène et assainissement (PASEHA 2), repris par LuxDev est financé sur fonds danois et luxembourgeois.

Le programme, qui prendra fin en décembre 2017, s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de réduction de la pauvreté et de développement rural et a pour objectif de contribuer à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que l'adoption d'un comportement amélioré en matière d'hygiène des populations rurales et des centres semi-urbains.

À cet égard, il combinait deux composantes :

- l'une, axée sur l'approvisionnement en eau potable et la gestion intégrée des ressources en eau. Cette composante consistait en la réhabilitation/réalisation de points d'eau dans les régions de Zinder et de Diffa et un appui



à la poursuite des réformes institutionnelles au niveau central et à leur mise en application dans les régions. La composante était placée sous la responsabilité du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA). Les Directions régionales de l'hydraulique ont assuré la coordination des activités de la composante au niveau régional et agissaient comme maître d'ouvrage délégué et administrateurs de crédits d'investissement pour le compte des communes. Jusque là, la composante a pu améliorer l'accès à l'eau potable pour environ 230 000 personnes dans les régions de Zinder et Diffa ;

- l'autre composante, axée sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, avait pour but de relever le taux de couverture en latrines familiales, publiques et scolaires. Elle comprenait également un appui au renforcement des capacités institutionnelles des acteurs du niveau central, du niveau déconcentré et décentralisé. Conformément au cadre institutionnel convenu, la coordination de cette composante a été assurée par le MHA. Les services déconcentrés du ministère de la Santé publique ont participé au suivi technique de la mise en œuvre opérationnelle des activités. Les crédits d'investissement ont été délégués aux Directions régionales de l'Hydraulique qui agissent comme administrateurs de crédits pour le compte des communes. La réalisation d'ouvrages d'assainissement de base devrait toucher plus de 190 000 personnes à la fin du programme.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR

◀ Approvisionnement en eau potable

Appui au Programme sectoriel de l'éducation et de la formation, A-PSEF



2016 - 2020

NIG/023

Le NIG/023 vient en appui au secteur de l'éducation de base 1 et 2 en s'adossant sur le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF 2014-2024).

Le secteur de l'éducation au Niger a connu de nombreux appuis qui se sont surtout concrétisés par une amélioration de l'accès à la scolarisation. Le PSEF représente une avancée en termes de prise en charge de la question de la qualité de l'éducation.

L'intervention du NIG/023 s'aligne sur le processus de décentralisation en cours au Niger, qui a été initié il y a une dizaine d'années et qui repose sur une communalisation intégrale.

Le nouvel environnement institutionnel permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative. De fait, il est important de mobiliser les différents acteurs de manière à élaborer un Plan régional sectoriel de l'éducation et de la formation (PRSEF) qui reflète à la fois les besoins exprimés par les régions et les acteurs locaux de la décentralisation et les objectifs du PSEF, notamment ceux liés à la qualité et la gouvernance du système éducatif.

Par l'accès à une éducation de qualité, les adultes comme les enfants économiquement et socialement marginalisés, pourront sortir de la pauvreté et être acteurs d'une participation démocratique, de la lutte contre les discriminations et de l'amélioration de la croissance.

La zone d'intervention du NIG/023 est à la fois nationale et régionale. Les actions de renforcement de capacités se concentreront au niveau des ministères en charge de l'éducation de base et

leurs démembrements dans les régions de Dosso, Zinder et Diffa.

Le NIG/023 se propose d'appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région via un renforcement des capacités institutionnelles sous forme d'assistance technique et un renforcement dans la performance des systèmes de planification scolaire, de programmation, de monitoring et de reporting technique et financier.

Le programme se propose également de pallier aux manquements dans la qualité de l'éducation à travers une refonte des curricula des encadreurs des élèves-enseignants et leur formation en général. De plus, il œuvrera à garantir un meilleur accès équitable à l'éducation de base en améliorant les capacités d'accueil et en donnant une seconde chance aux enfants déscolarisés ou non-scolarisés.

Afin de maximiser l'efficience et l'efficacité de ses actions, le programme veillera à améliorer son appropriation auprès des ministères en charge de l'éducation de base et à appuyer le gouvernement nigérien pour qu'il soit en mesure d'assurer la durabilité par un pilotage et un suivi performant de son programme sectoriel.

La contribution du NIG/023 à la dimension du genre sera basée sur le renforcement de l'inclusion et de la transversalité de l'approche genre dans l'ensemble des interventions du programme.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
12 000 000 EUR

Éducation et formation professionnelle et technique



2016 - 2020

NIG/024

Confronté au manque de compétences professionnelles adéquates et aux difficultés d'insertion des jeunes dans le marché du travail, l'Éducation et formation professionnelle et technique (EFPT) occupe depuis quelques années une place importante dans la politique du gouvernement nigérien. Alors que ce sous-secteur constituait jusqu'en 2010-2011 le « parent pauvre » du système éducatif, il connaît maintenant des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation de ressources.

Le processus de rénovation du pilotage du système n'est toutefois pas encore achevé. Les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre toujours d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes. Ce déficit est accentué par les difficultés d'insertion, l'inadéquation de l'offre locale de formation et le peu de relations entre l'école et l'entreprise.

L'appui apporté par la Coopération luxembourgeoise au sous-secteur a largement contribué aux évolutions positives du système ces dernières années. Le NIG/024 vient en continuité de cet appui en vue d'achever les chantiers engagés et contribuer à apporter une réponse plus adéquate pour le développement de l'emploi et l'insertion économique des jeunes et des jeunes femmes en particulier.

Reposant sur les politiques et stratégies nationales en cours de formalisation, la stratégie d'intervention du NIG/024 vise à :

- renforcer les capacités de pilotage du sous-secteur (ouverture vers l'environnement et pilotage par la demande et l'insertion) ;
- accompagner son évolution vers davantage de déconcentration et de décentralisation (fonctionnelle et territoriale) ;

- diversifier l'offre initiale et continue de formation tout en améliorant l'accès et la qualité, notamment dans les filières nécessaires au développement rural et à l'insertion socio-économique des jeunes filles et des femmes ;
- développer un système d'apprentissage, traditionnel et alterné de qualité.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du Programme indicatif de Coopération III, qui est d'appuyer le Gouvernement nigérien dans ses efforts pour mettre en œuvre une stratégie de développement et de croissance inclusive à long terme en vue de réduire la pauvreté dans un contexte de bonne gouvernance et de sécurité et par une gestion durable des ressources naturelles. Elle vise plus spécifiquement les jeunes ruraux et notamment les femmes, en vue de renforcer leurs capacités d'insertion économique, avec un engagement ferme dans le processus de la décentralisation des ressources et des opérations du sous secteur.

Les principes suivants sont à la base de cette stratégie :

- une exécution par le biais des dispositifs et structures régionales et locales ;
- une cohérence avec les interventions des autres partenaires techniques et financiers (conception d'un Fonds commun sectoriel) ;
- une implication de tous les acteurs du sous-secteur dont le secteur privé ;
- la capitalisation et la valorisation des leçons apprises, positives et négatives du projet précédent, le NIG/017.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
18 400 000 EUR



Programme d'appui au développement agricole durable dans la région de Dosso, Phase II

2016 - 2020

NIG/025

L'intervention de la Coopération luxembourgeoise au Niger et en particulier dans la région de Dosso date du milieu des années 1990. Un des secteurs de concentration du troisième Programme indicatif de Coopération (PIC) est le développement rural.

Dosso dispose d'importantes ressources en eau constituées d'eaux souterraines et d'eaux de surface. La région vit principalement de l'agriculture et de l'élevage. L'évolution récente du processus de décentralisation a été marquée par la mise en place du Conseil régional de Dosso. Avec le soutien de la Coopération luxembourgeoise, il a développé un Plan de Développement régional 2016-2020 qui apparaît comme un cadre approprié de développement de la région en cohérence avec les différentes stratégies nationales.

Dans ce contexte, les défis à relever par les différents acteurs nationaux et régionaux du développement agricole durable sont les suivants :

- développer la création de valeur dans les filières agricoles ;
- développer les opportunités pour la jeunesse ;
- contribuer à la mise en place d'outils de financement de l'agriculture ;
- soutenir l'émergence et le développement des capacités des acteurs régionaux et communaux.

L'objectif global de l'appui luxembourgeois vise à mettre la population nigérienne à l'abri des famines récurrentes, lui garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et améliorer son revenu. L'objectif spécifique du NIG/025 est d'augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles. Cet objectif cadre avec la régionalisation de la Stratégie de l'Initiative 3N « les Nigériens nourrissent les Nigériens » et avec les problématiques considérées dans le Plan de développement régional 2016-2020.

Le NIG/025 favorise, grâce notamment à des outils de financement définis dans le cadre de l'Initiative 3N, l'installation et la réussite des jeunes promoteurs âgés de moins de 35 ans dans les métiers des filières agricoles.

Afin d'accroître l'efficacité des initiatives ciblant les jeunes, l'intervention stimulera, sous l'impulsion du Haut Commissariat à l'Initiative 3N, les liens entre le ministère de l'Agriculture et le ministère des Enseignements professionnels et techniques pour l'atteinte des objectifs d'insertion professionnelle des jeunes. Cette passerelle valorisera les complémentarités fonctionnelles et financières des deux ministères à l'échelle nationale et régionale.

Pour atteindre ses objectifs, l'intervention est organisée autour de trois résultats :

- les capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles au niveau central et régional sont renforcées pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- les facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses sont mises en œuvre au profit des projets des jeunes ;
- l'offre d'encadrement, de conseil et de formation est plus adaptée aux besoins des projets des jeunes.

Compte tenu des moyens d'intervention et en vue d'assurer une action orientée sur les résultats, un nombre limité de filières et de pôles de développement économiques ont été choisis.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
13 400 000 EUR

Programme d'appui au secteur eau et assainissement – Phase III - PASEHA 3



2016 - 2020

NIG/026

Le PASEHA 3, programme conjoint entre le Luxembourg et le Danemark (via une coopération déléguée), vient en appui au secteur de l'eau et l'assainissement en se basant sur deux documents cadre du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) :

- le projet d'appui institutionnel du ministère de l'Hydraulique et l'Assainissement ; et
- le Programme sectoriel de l'Eau et de l'Assainissement (PROSEHA pour la période 2016 – 2030).

Dans la continuité des deux phases précédentes, le programme a pour objectif global de « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Spécifiquement le PASEHA 3 vise à assurer un leadership efficace et durable sur le développement du secteur par le MHA et à contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement par 400 000 personnes additionnelles en cinq ans.

La mise en œuvre sera réalisée à travers deux composantes. La première composante renforcera les capacités du secteur afin d'assurer la mise en œuvre du programme sectoriel.

La composante 2 appuiera la mise en œuvre du PROSEHA qui intègre quatre résultats alignés sur les quatre sous-programmes du PROSEHA (indicateur), à savoir :

- la bonne gouvernance du secteur est renforcée ;
- l'accès universel équitable, abordable à l'eau potable en milieu rural est amélioré ;

- l'accès universel équitable, abordable à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural est amélioré ; et
- la connaissance, la gestion et la protection des ressources en eau sont améliorées.

Le dispositif utilisé pour la mise en œuvre du PASEHA 3 repose sur :

- le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement sous la supervision du Secrétariat général ;
- le comité de pilotage du Mécanisme de Financement commun (MFC) comme instance de prise de décision ;
- le MFC comme moyen de mise en œuvre financière de la composante 2 d'appui au PROSEHA (aide budgétisée inscrite dans le budget de l'État) ; le MFC est aligné sur les procédures nationales (chaîne de la dépense publique et code des marchés publics) ; un manuel de procédures est en voie d'être achevé et validé ;
- une assistance technique recrutée par LuxDev et un maître d'œuvre recruté par le MHA en appui aux travaux.

Le plan de financement de 53,24 millions EUR est assuré par une contribution de 28 millions EUR du Luxembourg et de 195 millions DKK (environ 26 millions EUR) du Danemark.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
28 000 000 EUR

Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA)



2017 - 2019

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale et conformément à la Convention de Londres de 1999 relative à l'aide alimentaire ainsi qu'aux objectifs poursuivis par le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes relative à l'aide alimentaire, le gouvernement luxembourgeois met à la disposition du gouvernement de la République du Niger, à travers le Fonds Commun des Donateurs (FCD) du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA), une contribution financière annuelle. Pour la nouvelle période de référence trois déboursements sont prévus, avec une contribution à hauteur d'1 million EUR pour l'année 2017. Des contributions financières à hauteur de 500 000 EUR sont prévues pour 2018 et 2019.

La sécurité alimentaire des populations nigériennes étant de longue date un des objectifs prioritaires de la lutte contre la pauvreté, l'Etat nigérien s'est doté d'un Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA).

Le DNPGCA vise la réduction de la fréquence des crises alimentaires, de leurs amplitudes et de leurs

conséquences à court, moyen et long termes sur les conditions de vie des populations. Il permet en particulier la coordination de toutes les réponses aux crises alimentaires, afin d'éviter les interactions négatives entre opérations et de mieux répartir les ressources disponibles en fonction des besoins. En terme d'outils, le DNPGCA comprend aussi bien un système d'information et de suivi de la situation alimentaire qu'un dispositif d'intervention rapide en cas de crise.

Le dispositif d'intervention rapide peut entre autres concerner les chantiers de « Vivres contre travail » ou « Argent contre travail », la réhabilitation et le renforcement de banques céralières, la vente de céréales à prix modérés, les distributions gratuites ciblées de céréales, semences et fourrage, la protection des pâturages, les aides à la recapitalisation du cheptel, la fourniture d'aliment bétail, la distribution de semences d'urgence ou toute autre opération pertinente.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
2 000 000 EUR



Appui électoral

2015 - 2017

Conformément à la Constitution de la VII^e République adoptée en 2011, le Niger a organisé début 2016 des élections présidentielles et législatives. Face à cet enjeu, le gouvernement nigérien avait sollicité la communauté internationale pour un soutien technique et financier à l'organisation de ces scrutins électoraux. À cet effet, le PNUD avait élaboré le Projet d'Appui au Cycle Électoral au Niger (PACEN) afin d'apporter un soutien au processus électoral en 2016.

L'objectif du PACEN était de contribuer à l'amélioration de la gouvernance démocratique par l'organisation d'élections libres, transparentes et dont les résultats seraient acceptés par les parties prenantes. D'une part, il s'est focalisé sur le ren-

forcement des capacités de la CENI et des acteurs pour leur permettre de conduire les opérations électorales dans de bonnes conditions et selon les normes internationalement admises. D'autre part, il a mis l'accent sur les activités liées à la sensibilisation et à l'éducation civique dans le but de promouvoir la participation citoyenne, en particulier des femmes et des jeunes, dans un climat apaisé. Il a ainsi ciblé les acteurs institutionnels, les organisations de la société civile, les groupes de jeunes et de femmes, les leaders traditionnels/religieux, les médias et tous les autres acteurs impliqués dans le processus électoral.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
500 000 EUR



Initiative pour les adolescentes (projet ILLIMIN)

2016 - 2019

Le projet « ILLIMIN », mis en œuvre par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), vise à contribuer à la maîtrise de la croissance démographique à travers l'autonomisation des adolescentes et l'opérationnalisation du concept du dividende démographique. Le programme comporte deux composantes dont la première va appuyer le passage à l'échelle de l'initiative « Illimin Zaman Dunia » au profit de 30 000 adolescentes. Celle-ci sera exécutée sous la tutelle du ministère de la Promotion de la femme et de la Protection de l'enfant. La deuxième composante apportera un appui au ministère de la Population en vue de l'institutionnalisation de la maîtrise de la croissance démographique et de l'opérationnalisation du concept de dividende démographique.

La composante « ILLIMIN » vise à combattre le mariage des enfants et les grossesses précoces chez les adolescentes en vue de réduire la mortalité maternelle. La composante appui institutionnel a pour objectif général de favoriser l'engagement politique et de renforcer la capacité de mise en œuvre des politiques et programmes liés à la maîtrise de la croissance et l'opérationnalisation du dividende démographique.

Les principaux résultats attendus de la composante « ILLIMIN » se traduisent à trois niveaux :

- les adolescentes ciblées sont instruites, qualifiées et en bonne santé. Ces aboutissements vont contribuer au renforcement de leur potentiel à défendre leurs droits, à réduire leur vulnérabilité, et vont ainsi leur permettre de participer activement au développement socioéconomique dans leurs communautés ;
- au niveau des communautés, les chefs traditionnels, les chefs religieux, les parents et les autres détenteurs de pouvoir sont des acteurs d'un changement positif des normes sociales et promeuvent activement les mariages et les grossesses plus tardives dans leur communauté ;
- au niveau national les lois existantes sur l'âge du mariage (15 ans pour les filles) sont révisées et appliquées. Les besoins multisectoriels des adolescentes sont pris en compte dans les politiques et programmes nationaux.

Au niveau de l'appui institutionnel, le ministère de la Population s'est renforcé et a acquis des compétences techniques, notamment en matière d'analyse technique et de planification stratégique et opérationnelle.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
4 999 320 EUR



Partenariat UE-LU-OMS sur la couverture sanitaire universelle (CSU)

2013 - 2018

En dehors des projets multi-bi dans le cadre du PIC, la Coopération luxembourgeoise soutient un programme à travers l'OMS et en collaboration avec l'Union européenne, qui couvre ses cinq pays partenaires africains, c'est-à-dire le Burkina Faso, le Cabo Verde, le Mali, le Niger et le Sénégal, ainsi que le Laos qui a été ajouté en 2015. Il vise à renforcer la capacité des pays à développer et mettre en œuvre des politiques stratégiques et plans de santé solides et complets promouvant la couverture sanitaire universelle. Le programme est adapté aux besoins des différents pays et, de par sa nature de partenariat, aide à partager les leçons apprises et les échanges Sud-Sud. Les partenaires principaux pour la mise en œuvre sur le terrain sont les ministères de la Santé, mais aussi d'autres partenaires nationaux et internationaux.

La coordination de la partie luxembourgeoise de ce programme est assurée par trois experts techniques, dont un siégeant dans le bureau sous-régional de l'OMS à Ouagadougou et couvrant le Burkina Faso et le Niger, un deuxième siégeant dans le bureau de l'OMS à Bamako et couvrant

le Mali, le Sénégal et le Cabo Verde, et enfin un troisième dans le bureau à Vientiane en charge du Laos.

Au Niger, le financement de la santé est mis en avant et le partenariat a comme objectif ultime de soutenir la mise en place de la couverture maladie universelle avec un Fonds social de santé. Dans ce contexte, le Niger a réalisé une étude des coûts des prestations des soins et services de santé pour servir de base à la mise en œuvre de la couverture maladie universelle et des mutuelles de santé.

Le ministère de la Santé a été restructuré pour assurer une meilleure capacité de coordination et un appui décentralisé a été apporté aux instances de coordination locales. D'autres résultats incluent une collaboration renforcée avec la société civile et le secteur privé, ainsi qu'un dialogue participatif et inclusif.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise
pour le programme régional couvrant
les six pays : 12 000 000 EUR

ENDA-Santé – FEVE III



2016 - 2020

Avec l'assistance technique de l'ONG luxembourgeoise Stop Aids Now/Access a.s.b.l, le réseau international ENDA-Santé, avec siège à Dakar, met en œuvre au Niger un projet qui porte sur la lutte contre le Sida. Calqué sur l'initiative 90-90-90 d'ONUSIDA patronnée par le Luxembourg, le programme « Frontières et vulnérabilités au VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest (2016 – 2020) » est le

seul à l'échelle sous-régionale qui s'adresse aux populations les plus vulnérables dans les régions frontalières entre désormais neuf pays, à savoir, le Burkina Faso, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 5 338 148 EUR

FMI - AFRITAC Ouest



2016 - 2022

Depuis 2016, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère des Finances appuient le centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique de l'Ouest avec une enveloppe totale de 5 millions EUR. L'assistance technique se concentre sur le renforcement des capacités de gestion macro-économique afin de

permettre aux huit pays de l'UEMOA de mettre en œuvre des politiques de stabilité financière et de promotion de la croissance et d'atteindre leurs objectifs en matière de réduction de la pauvreté.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 2 500 000 EUR

Partenariat entre la BCEAO et la House of Training



2016 - 2018

En 2016, la Coopération luxembourgeoise a renouvelé la convention de financement (2016-2018) avec la House of Training/ATTF, visant à apporter une assistance technique à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en matière de formations dans le domaine bancaire et financier. Destinés à des entités publiques et privées, issues des États membres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), les appuis en formation (p.ex. en gestion des risques bancaires,

audit et contrôle internes) délivrés répondent à des besoins spécifiques exprimés par la BCEAO et qui ne sont pas couverts par leur organisme de formation interne, le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB). Délivrés pour l'essentiel à Dakar et dans une moindre mesure dans les pays de la sous-région, neuf cycles de formation ont ainsi été délivrés en 2016.

Contribution de la Coopération luxembourgeoise : 300 000 EUR

Projets de Coopération des ONG

Les ONG de développement sous accord-cadre, CARE in Luxembourg, Aide internationale de la Croix-Rouge luxembourgeoise, ECPAT Luxembourg, Handicap International Luxembourg, SOS Villages d'Enfants Monde, Guiden a Scouten fir eng Welt, Caritas et l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) en consortium avec SOS Faim mettent actuellement en œuvre des actions qui se situent dans les secteurs du développement rural, de l'éducation primaire, de l'éducation et

de la formation plurisectorielle, de la coopération agricole, de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, de la santé maternelle et infantile, des services sociaux de base et des droits de la personne.

Le budget total de ces actions est de 4 863 833 EUR. Le taux de cofinancement est de 80 % et l'appui du ministère à ces actions s'élève ainsi à 3 891 066 EUR.



Action humanitaire

En 2016, le ministère a soutenu la Croix-Rouge avec 200 000 EUR pour la mise en œuvre d'un projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires en réponse aux mouvements de population dans la région de Diffa. De plus, le ministère a alloué 800 000 EUR au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour fournir un soutien dans les domaines de la sécurité économique, de l'eau et de l'habitat. De même, Care in Luxembourg a reçu 150 000 EUR pour réduire les vulnérabilités des réfugiés et de la population hôte dans la région de Diffa et 150 000 EUR pour un projet d'assistance aux populations affectées par les inondations en juillet/août 2016 dans les régions de Tillabéry et Dosso. Le Programme alimentaire mondial (PAM) quant à lui a bénéficié de 250 000 EUR pour fournir un soutien vital aux ménages directement affectés par l'insécurité

dans la région du Cameroun, Tchad et Niger. À ceci s'ajoute une contribution de 150 359 EUR à SOS Villages d'Enfants Monde pour un projet de gestion d'espaces amis pour les enfants affectés par la crise Boko Haram à Diffa. Dans l'ensemble, le Luxembourg a déboursé 1 700 359 EUR pour la crise au Niger en 2016. En 2017, le Luxembourg a prévu des contributions à hauteur de 1 250 000 EUR. Au cours des cinq premiers mois de l'année, 200 000 EUR ont été déboursés à la Croix Rouge luxembourgeoise pour un projet d'assistance en habitat et infrastructures sanitaires dans la région de Diffa. Le PAM a bénéficié de 500 000 EUR pour une intervention d'urgence pour les personnes les plus vulnérables à la frontière entre le Niger et le Nigéria et le CICR a également reçu 500 000 EUR pour des opérations humanitaires au Niger.

Mission civile EUCAP Sahel Niger

2014 - 2018

La crise au Mali, l'instabilité en Libye et les activités terroristes dans la Région du Lac Tchad, menacent la sécurité et le développement du Niger. En outre, le pays fait face aux trafics illicites de drogues, d'armes et d'êtres humains sur son territoire. La criminalité organisée est d'ailleurs parfois liée au financement des groupes terroristes qui utilisent les vastes zones désertiques du Niger pour leur transit ou comme un sanctuaire.

Dans ce contexte, le bon fonctionnement de la sécurité du Niger est essentiel. Complémentaire aux autres instruments européens de développement et de stabilité, la mission PSDC (politique de sécurité et de défense commune) civile EUCAP Sahel Niger, lancée à la demande du gouvernement nigérien à l'été 2012, constitue un élément important de la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement dans le Sahel, adoptée en mars 2011.

EUCAP Sahel Niger contribue à mettre en place une approche intégrée, cohérente, durable et centrée sur les droits de l'Homme en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée entre les différents intervenants nigériens dans le domaine de la sécurité. La mission apporte un soutien aux autorités nigériennes dans le renforcement de leur dispositif par le biais du conseil et de la formation. Dans le mandat actuel, EUCAP renforce son assistance en faveur des régions du Niger afin de mieux lutter contre la migration irrégulière et les trafics associés, avec un accent particulier sur la région d'Agadez (implantation d'une antenne permanente) qui fait face au plus grand nombre de menaces sécuritaires et sur

celle de Diffa, nouvel enjeu sécuritaire. En outre, EUCAP Sahel Niger renforce sa coopération avec les autres missions PSDC dans la région, à savoir EUBAM Libye et surtout EUCAP Sahel Mali.

Depuis la création de cette mission au Niger le Luxembourg a participé à cette dernière via le détachement de ressources humaines au sein du bureau de la sécurité de la mission EUCAP basée à Niamey. La Coopération luxembourgeoise a de son côté accordé en 2014 un financement à hauteur de 500 000 EUR pour deux projets d'appui au mandat de la mission EUCAP et mis en œuvre par cette dernière dans le domaine sanitaire et le domaine du renforcement des centres de formation des forces de sécurité nigériennes. En 2015, elle a accordé à EUCAP Sahel Niger un financement à hauteur de 290 000 EUR pour un projet d'appui logistique aux acteurs en charge de la lutte contre le trafic illicite de migrants et mise en œuvre par la mission d'EUCAP. Un troisième projet avec un budget de 140 000 EUR a été approuvé pour cofinancement en décembre 2016 et mis en œuvre début 2017 ; avec pour objectif d'améliorer les conditions de travail et les capacités opérationnelles des acteurs nigériens en vue de la mise en œuvre de la loi de 2015 relative à la lutte contre le trafic illicite de migrants et les activités criminelles associées et de contribuer à réduire le nombre de drames humains qui se déroulent le long des flux migratoires (e.a. autour d'Agadez et dans le désert du Nord Niger).

Contribution de la Coopération luxembourgeoise :
930 000 EUR



Contacts

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Ouagadougou, Burkina Faso

Martine Schommer

Ambassadeur non résident

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
LUXEMBOURG

Tel: (352) 2478 2351

Max Lamesch

Chargé d'affaires a.i.

Sara Bolliri

Attachée

Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg

937 Avenue Kwamé N'krumah
11 B.P. 1609 CMS
Ouagadougou 11
BURKINA FASO

Email: ouagadougou.amb@mae.etat.lu
Tel: (226) 25 30 13 38/39
Fax: (226) 25 30 13 40

Eric Dietz

Chef de bureau

Bureau de Niamey

Email: eric.dietz@mae.etat.lu
Tel: (227) 20 72 51 53

Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire, ministère des Affaires étrangères et européennes

Dominique Chevolet

Attaché de légation

Desk Burkina Faso, Niger

Email: dominique.chevolet@mae.etat.lu
Tel: (352) 2478 2338
Fax: (352) 46 38 42

LuxDev Ouagadougou

Max Glesener

Représentant régional pour le Burkina Faso, Niger

Bureau régional de Ouagadougou

B.P. n°513
Ouagadougou 11
BURKINA FASO

Email: rof.oua@luxdev.lu
Tel: (226) 25 30 15 04/06
Fax: (226) 25 30 15 09

Antenne LuxDev de Niamey

Eusebio Mora

Responsable de l'Antenne Niger

Bureau régional de Niamey

Bd Mali béro, Rue IB-67 Issa Ber
B.P. 13254
Niamey
NIGER

Email: rof.oua@luxdev.lu
Tel: (227) 20 72 51 53
Fax: (227) 20 72 51 73

LuxDev Siège

Igor Wajnsztoł

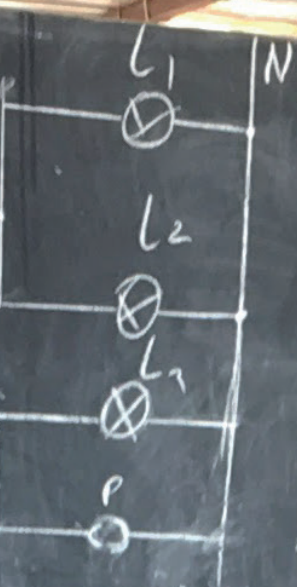
Conseiller Programmes

LuxDev

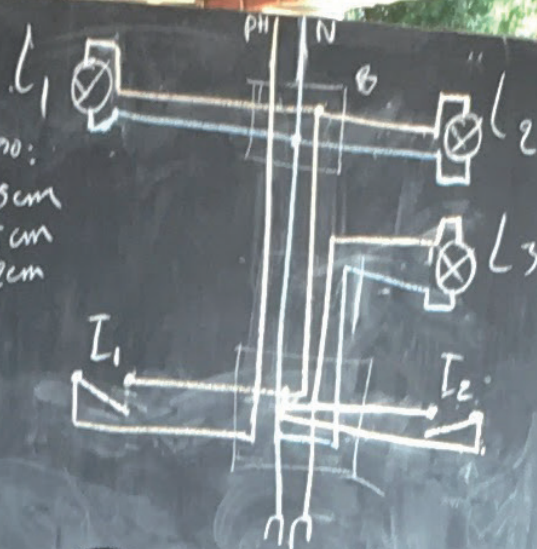
10, rue de la Grève
B.P. 2273
L-1022 Luxembourg
LUXEMBOURG

Email: wajnsztoł@luxdev.lu
Tel: (352) 29 58 58 253
Fax: (352) 29 58 58 200





$f_{max} = 15cm$
 $2m_{max} = 5cm$
 $1m_{max} = 18cm$
 $1T$



list des materials

De	nation	nbre
luyau	10	1
coude	10	1
Down	60w	1
ampou	60w	1
intern	60w	1
hire	60w	1
BT	60w	1
BR	60w	1
Down	60w	1





Coopération luxembourgeoise



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

Édité par



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement

en juin 2017

www.gouvernement.lu/cooperation
www.facebook.com/MAEE.Luxembourg